

2 Politique

Débat sur le projet de révision constitutionnelle

Pierre-Claver Maganga Moussavou appelle au discernement

Dans une déclaration parvenue à notre rédaction hier, et que nous publions in extenso ci-dessous, le vice-président de la République verse ses arguments au débat sur le projet de révision constitutionnelle actuellement en cours dans notre pays. Réagissant aux récentes sorties des acteurs politiques de l'opposition, le président du Parti social démocrate prône «l'intelligence, la volonté, la détermination et le discernement.»

« Mesdames et Messieurs, Lorsque mes amis de l'opposition, pour ne pas les citer, Zacharie Myboto et Eyeghe Ndong, parlent d'un projet de révision constitutionnelle qui consacrerait la monarchisation du Gabon, ils insultent pour ma part ma probité et ma détermination qu'ils connaissent bien de faire aboutir un véritable projet démocratique dans notre pays.

Je ne vais pas revenir sur nos conversations, où le rêve de certains qui aurait été de prendre le pouvoir et de s'asseoir dessus en ignorant royalement un peuple dont on ne se servirait que pour la seule reconquête du pouvoir.

Je ne vais pas revenir sur le fait que le re-

nouvellement sans limite du mandat présidentiel n'est pas le fait du dialogue politique de Libreville, mais est lié à des turpides de ceux qui se reconnaîtront et qui ont proposé et soutenu de revenir sur les décisions de la Conférence nationale.

Ce faisant, lorsque pour distraire le peuple gabonais comme on a toujours su le faire, on parle de soumettre à référendum les actes du dialogue en se référant à sa souveraineté, de qui se moque-t-on ?

Si on n'a pas foi en notre capacité de changer par le vote le cours de nos vies et ainsi de tenir compte du choix d'un peuple libre à même de limiter le mandat du président de la République, comment peut-on alors en même temps, préconiser que par le biais d'un référendum, ce même peuple se fasse entendre et exprime un OUI ou un NON franc par son vote ? Les mêmes causes ne produisent-elles pas les mêmes effets ?

Non, Chers compatriotes, l'opposition qui n'a pas voulu prendre part au Dialogue politique hier gagnerait aujourd'hui à participer si elle le peut, à enrichir les textes soumis au Parlement par le gouvernement.



Le vice-président de la République, Pierre-Claver Maganga Moussavou.

Je conseille par ailleurs, à l'opposition de se préparer sur le terrain, à conforter une force qui pourrait exister réellement dans la prochaine assemblée en vue de favoriser des politiques qui confèrent de vraies libertés à un peuple qui en a grandement besoin, car le choix libre des gouvernants en dépend.

Je ne voudrais pas terminer mon propos sans affirmer, sans prétention aucune, que des personnes que j'ai connues dans

la majorité comme dans l'opposition ne peuvent pas me faire l'injure de penser que je peux participer à la direction des travaux d'un dialogue en vue d'asseoir un pouvoir monarchique.

Par contre, j'ai foi dans un peuple que beaucoup ont contribué toute leur vie à ignorer, un peuple qui désormais doit prendre conscience qu'il est souverain et que c'est au nom de cette souveraineté que nous lui avons laissé le choix de l'âge de ses dirigeants et la décision quant à la limitation des différents mandats.

A tous les démocrates de ce pays, mettons-nous au travail, sans professer la haine au détour de chaque prise de parole mais faisons appel à l'intelligence, à la volonté, à la détermination et au discernement aux fins de faire avancer notre démocratie dans un pays que nous chérissons tous.

Je vous remercie. »

Les interrogations des sénateurs de l'opposition



Les membres du groupe parlementaire Front Uni (Sénat), présents à la conférence de presse.

O. N. & C. O.
Libreville/Gabon

Au cours d'une conférence de presse animée, mercredi, à la Chambre de commerce de Libreville, le groupe parlementaire Front uni, composé des élus de l'opposition dite "radicale", a critiqué avec véhémence le projet de révision de la Constitution initié par le gouvernement.

LE groupe parlementaire

des sénateurs de l'opposition dite "radicale", Front uni, présidé par l'ancien Premier ministre Jean Eyeghe Ndong, a animé une conférence de presse, mercredi, à la Chambre de commerce de Libreville. Le point principal inscrit à l'ordre du jour de ces échanges avec la presse nationale et internationale, en présence de plusieurs leaders des partis de l'opposition, était le projet de révision constitutionnelle qui fait débat actuellement au sein de la classe poli-

tique gabonaise (lire ci-dessus). Initiative gouvernementale que ces élus rejettent. Ils y voient "un risque de monarchisation" du pays.

"Si le principe d'une révision n'est pas critiquable à priori, il y a lieu de se poser la question de savoir à quel souci répond ce projet de révision ?", s'interrogent les sénateurs de l'opposition qui estiment également que l'examen de ce texte impose une question préjudicielle de nature juridique et politique. Et de



Une vue des acteurs politiques ayant assisté à la conférence de presse.

s'interroger : "Pourquoi le projet de révision de la Constitution présenté par le gouvernement n'est-il pas soumis au peuple qui devrait ainsi soit le voter, soit le rejeter par référendum ? Cette formule prévue dans la Loi fondamentale et éminemment démocratique présente-t-elle un danger pour le pouvoir ? La réponse est évidemment oui." Toute chose ayant conduit le groupe parlementaire Front uni à exprimer son opposition à ce projet de révision. "(...) En somme,

nous sommes partisans de la Constitution de 1991", déclarent Jean Eyeghe Ndong et ses collègues. Selon eux, "une Constitution doit revêtir un caractère impersonnel et assurer l'équilibre des pouvoirs. (...) Autrement dit, la concentration des pouvoirs d'Etat sur une seule personne n'est pas de nature à susciter des initiatives souhaitables pour un système sociopolitique. D'ailleurs une telle tendance à la concentration contribue à la dégradation de la fonction présiden-

tielle." Pour les sénateurs de l'opposition, "le présent projet de révision de la Constitution présenté par le gouvernement est aux antipodes de ces valeurs et n'apporte pas d'aération au système politique ; bien au contraire il l'asphyxie à force de chercher ce qu'il est convenu d'appeler l'allégeance à un homme".

Il faut souligner que le Parti démocratique gabonais (PDG) est majoritaire dans les deux Chambres du Parlement.

Coopération Gabon/Royaume-Uni/En marge de la visite du chef de l'Etat à Londres

Nelson Messone échange avec son homologue britannique

SM
Libreville/Gabon

LE ministre des Affaires étrangères, Noël Nelson Messone, s'est entretenu, récemment, avec le ministre britannique, en charge du Développement international, de l'Afrique et du Commonwealth, Roly Ste-

wart. C'était lors de la récente visite de travail à Londres du chef de l'Etat, Ali Bongo Ondimba. Cet échange a surtout porté sur l'état des relations bilatérales entre le Gabon et le Royaume-Uni. Les deux pays entendent les renforcer et les diversifier. Déjà, à travers la réouverture, au Gabon, de l'ambassade du Royaume-Uni.

En outre, Noël Nelson Messone et son interlocuteur ont évoqué la situation politique actuelle dans notre pays. Notamment son évolution, avec la tenue du Dialogue politique d'Angondjé et la mise en œuvre des actes qui en découlent. D'autres sujets tels que le Dialogue politique intensifié, actuellement en cours avec l'Union européenne (UE), ainsi que la procé-

ture initiée par le Gabon auprès de la Cour pénale internationale (CPI), suite aux violences post-électorales, n'étaient pas en reste.



Poignée de main entre les deux personnalités.

Photo : D.R.